

N° 601

Semaine

du 8 mars

au 14 mars 1973

Prix : 1,50 F

informations ouvrières

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière

Le 11 mars il n'y a pas autre chose à faire :

AU 2^e TOUR VOTE CLASSE CONTRE CLASSE

toutes les voix sur le candidat du PS ou du PCF arrivé en tête au premier tour

POUR PRÉPARER L'AVENIR CONTRE POMPIDOU ET TOUS LES PARTIS BOURGEOIS

Au 2^e tour, pas une voix ouvrière
sur les candidats bourgeois du
parti radical de gauche.

Données et certitudes

Nous analysons par ailleurs les résultats du premier tour de scrutin des élections législatives, où toutes les forces politiques ont cherché à trouver un accommodement entre les aspirations des masses laborieuses et les intérêts de la classe dominante.

Les dirigeants du PCF et du PS ont martelé avec insistance : il ne s'agit pas de voter pour le socialisme. Il ne s'agit pas de remettre en cause la Constitution, ni la présence de M. Pompidou à la tête de l'Etat bourgeois.

Accepter la Constitution de la V^e République, c'est en accepter la base matérielle. La Constitution forme le cadre juridico-politique du système de la propriété privée des moyens de production. Accepter la Constitution, c'est accepter la domination du Capital.

Le Programme Commun, concrétisé par l'alliance des partis ouvriers avec le parti des banquiers, radicaux de gauche, garantit le maintien du système de l'exploitation capitaliste. Lorsque Marchais, Defferre et Mitterrand, avec le plus grand zèle, se défendent de vouloir avancer vers le socialisme et le communisme, ils réussissent seulement à démontrer l'insignifiance de leurs projets et programme. C'est l'évidence même.

Les programmes et les formules qui préservent le système de la propriété privée aboutissent à ne faire supporter que des charges insignifiantes aux capitalistes. Là est l'obstacle majeur dans la voie de la solution des problèmes. C'est un fait. Tous les partis politiques, du PCF à l'UDR, cherchent à éviter la crise. S'ils semblent diverger sur les moyens, ils se prononcent tous pour préserver l'unité « morale » de la France autour de Pompidou et de la Constitution gaulliste.

Il ne faut pas que soit réalisé le Front unique ouvrier. Il ne faut pas réaliser l'unité pour repousser dans l'ombre l'actuel système politique et ouvrir la voie au gouvernement ouvrier.

Nous faisons seulement la remarque que vouloir et réaliser font toujours deux. Le PCF et le PS affirment vouloir établir des réformes et concluent simultanément un pacte avec le vieil Etat bourgeois. Dans cette tâche double et contradictoire, les dirigeants heurtent et heurteront de plus en plus les revendications que les masses laborieuses veulent satisfaire.

Car il est une certitude : les revendications vitales sont inconciliables avec l'existence d'un gouvernement bourgeois.

« I.O. » reparaitra
normalement
mercredi prochain
14 mars

30 millions



AU 4 MARS 1973
389 817,00 F
ETAIENT COLLECTES

Il y a dix ans...



... la grève des mineurs

(page 8)

Lire aussi :

Déclaration du B.P. de l'O.C.I.

(page 3)

Analyse des résultats électoraux

(page 4)

Dollar : vers une crise mondiale

(page 6)

Nous publions ci-dessous les comptes de la campagne électorale de l'OCI et de l'AJS pour la semaine du 24 février au 4 mars 1973. Rappelons que l'OCI s'était fixé de rassembler 30 millions d'AF auprès des militants, des travailleurs et des jeunes, l'AJS, de son côté, s'est fixé 10 millions d'AF.

Nos lecteurs constateront que ces objectifs ont été à peu près atteints. Néanmoins, toutes les rentrées n'ont pas encore été toutes comptabilisées. Nous publions dans nos prochains numéros les sommes exactes et complètes des rentrées et des dépenses de l'OCI et de l'AJS dans la campagne électorale.

ENTRÉES

Souscription au 24 février 1973	337 353,00 F
Collecte du 24 février au 4 mars 1973 :	
— Région parisienne	34 389,00 F
— Province	12 532,00 F
— A.J.S.	5 163,00 F
— Trotskyistes belges	380,00 F
Total des entrées au 4 mars 1973	389 817,00 F

SORTIES

Sorties au 24 février 1973	281 782,00 F
Dépenses campagne électorale du 78	4 300,00 F
Dépenses campagne électorale du 91	8 000,00 F
Dépenses campagne électorale du 92	4 000,00 F
Dépenses campagne électorale du 93	1 200,00 F
Dépenses campagne électorale du 94	3 000,00 F
Dépenses campagne électorale du 95	2 000,00 F
Dépenses campagne province :	
— Montpellier	6 000,00 F
— Grenoble	5 000,00 F
— Limoges	1 000,00 F
— Toulouse	5 000,00 F
— Lyon	5 000,00 F
— Nantes	8 000,00 F
— Rouen	6 000,00 F
— Clermont-Ferrand	6 000,00 F
— Avignon	3 000,00 F
— Saint-Etienne	6 000,00 F
— Lille	6 000,00 F
— Dijon	4 000,00 F
Voyages province	5 625,00 F
Tracts	1 640,00 F
Frais du 23	545,00 F

Total des dépenses
En caisse au compte Itis : 389 817,00 F moins 374 092,00 F, soit 15 725,00 F.

Biblioteca de Co
i Hemeroteca General
CEODO

" Pour vaincre, il faut s'organiser avec ceux qui continuent le combat de Lénine et Trotsky "

C. Martel, militant trotskyste, fondateur du parti communiste à Grenoble

Chers camarades,
Je m'adresse à vous au nom de mon expérience de deux tiers de siècle de militant ouvrier — et d'un enthousiasme qui n'a jamais faibli.
Militant de la CGT et du Parti socialiste en 1913, j'ai été, comme des millions de travailleurs, trahi par nos dirigeants et envoyé au front comme chair à canon. J'ai édité clandestinement un journal révolutionnaire, ce qui m'a valu des années de prison et de bataillon disciplinaire comme André Marty et Charles Tillon.
Dès ma libération, j'ai été l'un des fondateurs du Parti communiste à Grenoble et Saint-Martin d'Hères, son premier secrétaire régional, l'un de ses premiers candidats aux élections de 1924. Puis j'ai été appelé à des fonctions responsables à Moscou où j'ai travaillé plus d'un an. Je suis revenu et, parce que j'étais resté un

communiste, j'ai rompu avec Staline dont le criminel refus du front unique ouvrier avait livré les ouvriers allemands à Hitler.
Camarades,
J'ai vécu et combattu pendant la guerre et la révolution de 1917, pour la révolution mondiale qu'a trahie le politicien bourgeois du Parti socialiste, ce maire de Grenoble qui s'appelait Mistral.
J'ai vécu et combattu pendant le Front populaire, les grèves de juin 1936, l'enthousiasme des ouvriers pour l'Espagne trahie, et j'ai appris à haïr autant que les réactionnaires les bourgeois « radicaux » qui ne veulent des travailleurs que leurs bulletins de vote.
J'ai vécu et combattu pendant la guerre et à la Libération où j'ai été candidat trotskyste à Grenoble, aux côtés du vieux combattant Raffin-

Dugens, contre la coalition « tripartite » des partis ouvriers de l'époque, avec les calotins, sous l'égide de De Gaulle.
J'ai vécu avec vous notre grande grève générale de mai-juin 1968 et la lamentable trahison de ceux qui l'ont bradée pour des élections.
Camarades, je vous le dis, le communisme, c'est la jeunesse du monde, notre jeunesse.
Vous ne donnerez pas une voix aux candidats bourgeois, ni Volumard et son petit vieux Carignen, ni l'actuel maire de Grenoble, Dubedout, digne successeur de Mistral.
Vous comprendrez que pour vaincre il faut s'organiser avec ceux qui continuent aujourd'hui le combat que mes camarades et moi avons engagé il y a plus d'un demi-siècle derrière Lénine et Trotsky.
Organisez-vous, rejoignez l'OCI et

l'AJS et, le 4 mars, classe contre classe :
— pour un gouvernement PS-PCF sans ministres capitalistes,
— pour ouvrir maintenant la voie au socialisme,
— pour construire le parti qui nous manque, reconstruire la IV^e Internationale,
Comme moi, vous voterez le 4 mars, jeunes et vieux qui sont demeurés jeunes, pour
Pierre Broué et Auguste Jacquet, candidats de l'OCI dans la deuxième circonscription,
et, ailleurs, dans les autres circonscriptions, pour le candidat de l'un des deux grands partis ouvriers, Parti socialiste et Parti communiste !
Charles MARTEL, ouvrier, 84 ans, et sans doute le doyen des communistes de Grenoble.

Union des Cercles Lycéens - A.J.S.

Unité contre la loi Debré

Loi Debré : les sursis sont supprimés. Toutes les mesures prises vont dans le même sens :
— renforcement considérable de la sélection, puisque cette mesure revient à instituer un barrage visant à casser les études des lycéens et des étudiants en décourageant ceux-ci de les poursuivre ;
— solution ultra-réactionnaire au chômage, puisque, pour des centaines de milliers de jeunes chômeurs, plutôt que de ne pas travailler, il faudra s'engager, partir « au choix » entre 18 et 21 ans ;
— encasernement, embrigadement, car les jeunes « qui n'ont connu aucune des guerres, ni l'occupation, ni les épreuves d'indochine et de l'Algérie » (Debré) doivent apprendre à se taire et à obéir aux ordres, c'est-à-dire, en définitive, à l'ordre de l'exploitation, du chômage, de l'accroissement de la répression, puisque les appelés déchargeront (pour 0,75 F par jour) la gendarmerie des tâches de routine (circulation, secours routier...) lui permettant de se spécialiser dans son rôle fondamental : le maintien de l'ordre ;
— service civique féminin, moyen de camoufler le chômage des jeunes, surtout lorsqu'on sait que 75 % des jeunes filles ne reçoivent aucune qualification et sont qualifiées « d'inactives ».

Face à cette loi inique, la protestation des lycéens s'amplifie. Après les grèves de la banlieue sud de Paris (Cachan, Massy...), après la grève d'Orléans, d'autres villes de province se mettent en mouvement. Assemblées générales, grèves, manifestations, à Marseille, Aix, Clermont. 2 000 lycéens ont manifesté à Aix, 500 à Marseille, près de 1 000 à Clermont. Le 2 mars, appel du CET Belombre aux lycéens de Clermont-Ferrand :
« Nous, élèves de Clermont, avons manifesté dans le calme le 2 mars contre la loi Debré, contre l'embrigadement de la jeunesse. Réunis en Assemblée générale à 17 h, nous mandons le Comité de lutte contre la loi Debré pour rencontrer les délégués des autres lycées pour prendre contact avec les organisations de professeurs et parents d'élèves, pour appeler à la solidarité des autres lycéens face aux menaces de sanctions de l'administration du lycée, pour une Assemblée générale des lycéens le 7 mars à 13 h 30.
« Unissons notre force sur l'organisation de notre mouvement : Ce texte, adopté à l'unanimité, a été financé par les élèves eux-mêmes. » Dans le cours de cette bataille, trois adhésions à l'UCL sont faites à Clermont-Ferrand.
A Paris, le lycée Condorcet est en grève ainsi que le lycée Diderot.



UNION DES CERCLES LYCÉENS
ET ASSOCIÉS DES JEUNES

ABROGATION de la LOI DEBRE

LES CERCLES LYCÉENS DE LA LOI DEBRE
LA RÉVOLUTION DE LA LOI DEBRE
L'UNION DES CERCLES LYCÉENS ET ASSOCIÉS DES JEUNES

Les militants de l'UCL, pour préparer les conditions de l'affrontement victorieux, bâtissent et renforcent les comités contre la loi Debré. Comités chargés d'informer les lycéens, d'impulser la bataille, de préparer les AG, d'aller contacter les organisations de professeurs,

les associations de parents d'élèves, briser l'isolement des lycéens entre eux.
Comités où chaque tendance politique et syndicale frappe ensemble contre le même ennemi, LA LOI DEBRE, sur un même objectif, son abrogation.
UNITÉ contre la loi Debré qui supprime les sursis, renforce la sélection, embrigade la jeunesse. Là est la voie de la victoire. Il en a été ainsi lors de la mobilisation des étudiants en 1960 pour le rétablissement des sursis, lorsque l'unité se réalisa entre l'UNEF, la FEN et la CGT.

DERNIERE MINUTE

Agression policière à Lille

Les lycéens entrent dans la lutte contre le gouvernement qui veut résilier leurs sursis. Mardi matin, 1 500 lycéens de Lille, renforcés par ceux de Roubaix ont manifesté dans les rues de Lille contre la loi Debré. Ils ont exigé avec énergie le « rétablissement des sursis » pour les lycéens et étudiants qui sont appelés au service militaire, en application de la loi Debré. La police a chargé la manifestation et à l'heure où nous mettons sous presse, on apprend qu'une lycéenne a été grièvement blessée à la jambe.
Après l'affaire Wander au lycée Jacques-Decour de Paris, après l'affaire Pascaud à Rouen (voir I.O. n° 800), que cherche le gouvernement Pompidou-Debré ? Les lycéens ne doivent pas rester isolés. A bas la loi Debré ! Rétablissement de tous les sursis pour les lycéens et les étudiants !

U.N.E.F.

LES RÉPONSES DES PARTIS POLITIQUES AUX REVENDICATIONS ETUDIANTES

Le memorandum adressé le 16 janvier par le Bureau national de l'UNEF demandant aux partis politiques présentant des candidats aux élections législatives, des réponses précises sur les principales revendications étudiantes :
1) l'abrogation de la loi d'orientation,
2) l'augmentation du taux et du montant des bourses, l'extension des œuvres universitaires, la suppression des hausses des tarifs universitaires,
3) l'abrogation du numerus clausus en médecine,
4) le rétablissement des IPES et le droit aux débouchés pour les diplômés de l'enseignement supérieur et en particulier pour ceux de lettres,
5) le rétablissement des sursis,
6) la défense de la gestion étudiante de la MNEF et la lutte contre les mutuelles concurrentes capitalistes,
7) l'abrogation de la loi anti-casseur, la défense des franchises universitaires,
8) la lutte contre l'impérialisme français et la défense des étudiants étrangers en France,
9) la défense de la culture et des enseignements artistiques,
10) le budget de l'Education nationale.
Paul Laurent, au cours de la conférence de presse du Comité central du PCF le 22 février, Jean-Jacques Servan-Schreiber et Jean Lecanuet ont répondu aux questions posées.



2F

ETUDIANTS,

que vous ayez ou non le droit de vote, VOUS DEVEZ CONNAITRE

LES REPONSES DES PARTIS POLITIQUES AUX REVENDICATIONS ETUDIANTES

UDR, PDM, RI
J. Servan-Schreiber — Lecanuet
PCF
programme commun de gouvernement
OCI

L'UNEF a donc décidé de publier avec ces réponses, les positions exprimées par les partis politiques en matière d'éducation nationale dans le programme de gouvernement de l'Union de la gauche, dans celui du Parti communiste français et de rappeler la politique gouvernementale des partis de la majorité.
Il est ainsi particulièrement clair pour

tous les étudiants que le mutisme des partis de la majorité ne peut que signifier leur intention de poursuivre la politique de démantèlement de l'enseignement supérieur et d'élimination massive des étudiants.
D'autres positions révèlent tous les dangers de la politique d'Union de la gauche pour les intérêts des étudiants.
Le caractère parfaitement contradictoire, sur une position comme celle des sursis, entre l'engagement pris par Paul Laurent d'œuvrer au rétablissement des sursis et celui du Manifeste du Parti radical soutenu par les radicaux dits de gauche de supprimer les sursis, trouve sa traduction concrète dans l'attitude des militants de la JC qui, dans les lycées se prononcent à la fois contre ces mots

d'ordre de rétablissement des sursis et contre l'action qui se prépare pour y parvenir.
Le texte de l'OCI, quant à lui, clarifie les choses non seulement par l'accord sans conteste de ses propositions avec les aspirations maintes fois exprimées par la lutte des étudiants, accord fondé sur son refus de toute alliance avec la bourgeoisie, mais aussi en situant clairement la place que les étudiants doivent prendre tout en défendant leurs intérêts et leurs revendications, dans le combat pour substituer à la domination de la bourgeoisie les bases de la société socialiste où toutes leurs aspirations pourront être réellement satisfaites. Place dont toutes les autres formations politiques ne disent mot.

abonnez-vous

• INFORMATIONS OUVRIÈRES •

Correspondance
Rédaction - Administration
88 bis, avenue Parmentier
PARIS-11^e
C.C.P. 21.831-73 Paris

ABONNEMENTS

1 an (48 n°)	50 F
Etranger (1 an)	60 F
6 mois (24 n°)	25 F

Versements au C.C.P. I.O. 21.831-73 - Paris

ATTENTION : camarades qui vous abonnez, indiquez avec précision votre numéro de code postal.

déclaration du bureau politique de l'O.C.I. (pour la reconstruction de la IV^e internationale)

Travailleuses, travailleurs,
Militants et Jeunes

L'O.C.I., appuyée par l'A.J.S., qui a présenté 20 candidats dans 20 circonscriptions, a mené campagne pour le vote classe contre classe, c'est-à-dire pour le vote au premier tour pour les partis ouvriers, à l'exclusion de tout parti bourgeois, à l'exclusion du parti radical de gauche du banquier Filippi et du directeur des usines Renault, Lamirault, monopoles, signataires du Programme Commun.

Le parti radical est un des partis du grand Capital.

Le parti radical est le parti de Daladier qui mit le PCF hors-la-loi en 1939.

Le parti radical c'est le parti qui, en toutes occasions, a toujours été opposé à l'unité des partis ouvriers contre le Capital.



La lutte de classe prendra toute sa dimension sur le terrain des entreprises.

Le parti radical a toujours été le parti par lequel la classe ouvrière a été soumise au nom de l'Union de la gauche, au Capital et à ses partis.

L'O.C.I., appuyée par l'A.J.S., a toujours considéré les résultats des élections avec beaucoup de sang-froid. Non que nous considérions les élections des 4 et 11 mars comme sans importance ; défaire la majorité gouvernementale, défaire le gouvernement Pompidou représente un pas en avant dans la voie de la lutte pour substituer au gouvernement bourgeois un gouvernement au service des travailleurs.

Mais nous savons, parce que nous sommes des communistes fidèles à l'enseignement de Marx, de Lénine et de Trotsky, que dans les élections, avec le bulletin de vote, la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie ne peut s'exprimer pleinement. Elle est en quelque sorte en sommeil, parce que la lutte est encore purement verbale.

Nous savons que la lutte de classe, pour s'exprimer complètement contre le patronat et l'Etat, pour la satisfaction des revendications, toutes légitimes, et des aspirations, doit trouver sa dimension sur le terrain des entreprises, des localités, du pays, et ainsi restituer la réalité qui prendra la place des mots et des phrases lancés à profusion dans les déclarations à la presse, à la radio, à la télévision.

Nous savons, et l'expérience d'années le confirme, que les revendications réelles des besoins des masses laborieuses, les droits, ne sauraient être naturellement sanctionnés par le Parlement. C'est la lutte de classe, l'unité des travailleurs et des organisations qui seules peuvent arracher au Capital les revendications.

C'est pourquoi l'O.C.I. et l'A.J.S. ont mené campagne pour que le PCF et le PS, qui prétendent défendre les intérêts des travailleurs, assurent seuls la direction d'un gouvernement donnant satisfaction aux revendications.

Seule la lutte de classe résolue et unie, contre le patronat, l'Etat et le gouvernement, est une lutte susceptible de permettre au prolétariat d'arracher ses revendications, de vaincre ses exploités et de secouer les chaînes de l'exploitation.

Nous refusons une politique qui vise à paralyser l'énergie de classe du prolétariat, qui cherche à détourner son attention des véritables problèmes à résoudre, à canaliser sa volonté de combat contre le capital et l'Etat bourgeois.

C'est pourquoi l'O.C.I. et l'A.J.S. appellent, au deuxième tour, les travailleurs à voter massivement pour le candidat du parti ouvrier — PS ou PCF — arrivé en tête au premier tour.

Plus précisément, en appelant à voter PCF ou PS, selon que l'un ou l'autre des candidats de ces partis, a recueilli le plus grand nombre de suffrages, l'O.C.I. et l'A.J.S. refusent d'appeler à voter, par exemple, pour Dubedout à Grenoble, qui s'est déclaré socialiste à trois semaines des élections, pour piper les suffrages des travailleurs.

L'O.C.I. et l'A.J.S. appellent, de même, les travailleurs à refuser leurs suffrages au « radical de gauche » Maurice Faure, réactionnaire bourgeois, partisan de l'Alliance Atlantique, qui a soutenu Thieu-Nixon dans la guerre du Vietnam ; à refuser leurs suffrages à tous

les radicaux de gauche, candidats bourgeois au même titre que les candidats réformateurs ou UDR.

PAS UNE VOIX AUX CANDIDATS BOURGEOIS.

TOUTES LES VOIX AU CANDIDAT DU PARTI OUVRIER.

Travailleuses, travailleurs,
Militants et Jeunes

Les conflits, relativement simples sur le terrain électoral, vont se développer car il n'y aura pas de solution sans que soit obtenu un véritable gouvernement ouvrier, un gouvernement d'unité ouvrière, le gouvernement du PCF et du PS qui s'engagerait à satisfaire les revendications et les aspirations, dans la voie de la destruction du vieil édifice de l'Etat bourgeois des exploités. Alors seulement, la politique du vieux système de Pompidou qui entend se rénover, pourra faire place à la politique conforme aux véritables intérêts des masses laborieuses.

L'O.C.I. a présenté 20 candidats. L'objectif de l'O.C.I. était de défendre la politique du Front unique des partis ouvriers pour un gouvernement sans ministres des partis bourgeois.

L'objectif de l'O.C.I. consistait essentiellement à poser des jalons, à organiser des travailleurs, des militants, des jeunes pour construire le parti révolutionnaire. Cet objectif a été atteint.

L'O.C.I. a combattu avant et pendant les élections législatives pour le Front unique des partis ouvriers, pour la rupture des partis ouvriers avec la bourgeoisie, pour un gouvernement des partis ouvriers sans ministres des partis bourgeois. L'O.C.I., après les élections législatives, continue ce combat.

Travailleuses, travailleurs,
Militants et Jeunes

LE 11 MARS, VOTE CLASSE CONTRE CLASSE.

POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE.

ERRATUM

Dans le titre de la page 8 du numéro 600 de « I.O. », une erreur s'est glissée. A la date du 24 février, ce n'étaient pas 4 247, mais 7 400 travailleurs et jeunes qui, à Paris et en province, entreprenaient la construction des groupes politiques d'entreprises, de quartiers et de localités, 4 257 signatures pour la région parisienne, 3 148 pour la province.

bilan

Comme à son habitude, l'O.C.I. va procéder à un examen rigoureux du bilan de son intervention politique dans la campagne électorale. Nous continuerons, fidèles à la règle qui est la nôtre aujourd'hui, comme par le passé, à mêler aussi peu notre voix aux vantardises tapageuses.

Nous connaissons trop bien la place que l'O.C.I. occupe dans la lutte des classes. Celle d'une organisation militante combattant pour la construction du parti révolutionnaire. Nous ne désirons aucunement obtenir la faveur de ceux qui font profession de « faire l'opinion », c'est-à-dire de tout faire pour préserver, en toutes circonstances, la domination de classe de la bourgeoisie, indépendamment des formes de gouvernement.

Nous ne sommes pas de ceux qui estimons devoir nous présenter avec un accoutrement qui n'est pas le nôtre, ni avec des mots sonores et ampoulés ni avec quelque autre fard ou embellissement.

Les révolutionnaires et les élections des 4 et 11 mars

Dans le précédent numéro d'Informations Ouvrières, dans un article rédigé le 24 février, nous écrivions :

« D'ores et déjà, nous pouvons dire que le bilan sera positif dans la mesure où, par l'organisation, nous allons établir le compte rigoureux du parti révolutionnaire par le renforcement de l'O.C.I. Le travail politique et d'organisation va se diriger vers la définition des formes politiques pour l'intervention dans la nouvelle étape de la lutte de classe qui va s'ouvrir. Avant le vote du 4 mars, nous pouvons dire : pour l'O.C.I. et l'A.J.S., la campagne des élections législatives est terminée. »

Nous sommes donc pleinement en droit d'écrire dans la déclaration du Bureau politique de l'O.C.I. publiée par ailleurs :

« L'O.C.I., appuyée par l'A.J.S., a toujours considéré les résultats des élections avec beaucoup de sang-froid », définissant ensuite la position de principe des révolutionnaires dans les élections.

Résultats

Nous ne cacherons évidemment pas que, sur le strict plan des chiffres, nos résultats sont faibles. Mais, et notre campagne politique, dans ce journal et par tracts le démontre, nous établissons notre intervention sur la perspective d'un vote massif pour le PCF et le PS.

Dans le projet de rapport politique rédigé en septembre 1972 pour le 18^e congrès de l'O.C.I. nous écrivions :

« La quasi-totalité de la classe ouvrière votera PS et surtout PCF... Les élections, pour les dirigeants du PCF et du PS, représentent le terrain sur lequel ils entendent canaliser les masses vers le respect de l'ordre bourgeois... Il y a certes, dans les masses, des illusions sur ce que peuvent donner les élections, car nous savons que les angossantes questions qui se posent, les aspirations, ne trouveront pas leur règlement sur le terrain électoral... Les travailleurs suivent les directions dans la mesure où ils donnent un contenu anticapitaliste aux formules bourgeoises du Programme Commun. Ils pensent que le PCF et le PS au gouvernement leur donneront l'assurance que leurs aspirations vont être satisfaites. »

C'est à partir de cette analyse que nous avons abordé l'intervention politique où l'O.C.I., appuyée par l'A.J.S., a cherché, avant tout, à ouvrir une perspective politique claire et à « accrocher » des voix « pour la construction du parti révolutionnaire ». Les comités de l'O.C.I., à tous les échelons, procèdent au recensement des résultats. Nous pouvons fournir quelques indications sur lesquelles nous reviendrons.

Le 3 mars, nous avons comptabilisé 389 817,00 F au titre de la souscription des dépenses (provisoire), à ce jour, s'élèvent à 374 092,00 F. Nous pouvons estimer le montant global de la souscription à 45 millions d'AF environ, équilibrant à peu près les dépenses.

Un élément est à considérer : le 24 février, en étudiant le poste « dépenses », nous avons conclu que celles-ci avaient tendance à s'accroître. Immédiatement a été lancée la directive de ne plus rien imprimer, de réduire les frais au maximum. L'O.C.I. est économe de l'argent recueilli parmi les travailleurs, militants et jeunes qui, au nombre d'environ 10 000, auront souscrit en neuf semaines à peu près 45 millions d'anciens francs.

Diffusion de « I.O. » et constitution de groupes politiques

Si, dans les diffusions publiques de quartier et au porte-à-porte, dans les immeubles, la diffusion militante dans les entreprises n'étant pas ralentie, la vente a progressé, nous ne sommes pas en mesure de « passer à 12 pages ». Certes, sur 8 pages, l'O.C.I. est équilibré, un fonds de réserves étant constitué, mais nous nous en tiendrons fermement à notre décision. Nous ne reviendrons à 12 pages que lorsque la vente régulière équilibrera les coûts. Nous ne pouvons pas encore tabler sur cette régularité.

Nous avons constaté dans la diffusion au porte-à-porte l'intérêt que les travailleurs et les militants de toutes organisations apportaient à notre journal. Sans être à même d'en fournir immédiatement les données, nous pouvons établir que plusieurs centaines de nouveaux lecteurs ont acheté l'O.C.I. trois et quatre fois de suite.

Il doit donc être possible de constituer des groupes politiques de rues, de quartiers ou d'immeubles qui, avec les groupes politiques d'entreprises, affermiront les liens renforcés avec l'avant-garde. Nous pouvons indiquer que plus de 10 000 travailleurs, militants et jeunes ont signé les différents appels au vote classe contre classe, pour le gouvernement ouvrier, pour un gouvernement du PCF et du PS, pour le vote O.C.I. pour la construction du parti révolutionnaire.

A partir de là, l'O.C.I. proposera à l'Alliance ouvrière de convoquer la réunion nationale des délégués des groupes politiques d'entreprises, élargie aux groupes politiques de quartiers et d'immeubles.

La méthode des révolutionnaires

Nous n'attendons aucune consécration officielle et certainement pas celle d'être « consacrés » trotskystes et révolutionnaires par les mass media. Sur ce plan, les faits ont vérifié ce que nous avons toujours pensé. L'O.C.I. a vu se dresser contre elle une coalition sans faille, l'O.C.I. étant prononcé, seule comme organisation ouvrière, contre la politique de collaboration de classe du Front populaire-Union de la gauche.

En dépit des protestations, des vertus outragées, dès le premier instant, nous avons combattu contre une politique qui entend ébranler sur ses bases la lutte de classe du prolétariat.

Notre méthode, la méthode du marxisme, nous enseigne que dans les situations révolutionnaires qui se dégageront tôt ou tard de la lutte de classes, il faut considérer ceci : ou le combat pour la construction du parti révolutionnaire dépend du propre mouvement de la classe ouvrière et de l'activité centralisée des révolutionnaires, ou ce combat dépend « d'autrui », des forces extérieures au prolétariat.

Autrement dit : pour mener à bien leur entreprise, les révolutionnaires doivent-ils compter sur ces forces extérieures (mass media et autres) ou sur la force du mouvement de la classe ouvrière ? Dans le premier cas, le passé est garant du présent et de l'avenir : en dépendant des « autres », les révolutionnaires finissent toujours mal et ne peuvent venir à bout de rien. Mais quand les révolutionnaires ne dépendent que d'eux-mêmes et de leur classe, ils peuvent par des liens nouveaux renforcer leur capacité d'intervention dans la lutte de classe. Cela est l'essentiel.

Seules sont bonnes, sont certaines, sont durables les méthodes qui s'appuient sur ce principe. Rien ni personne n'émancipera les révolutionnaires d'accomplir eux-mêmes les tâches de construction du parti révolutionnaire et de reconstruction de la IV^e Internationale.

● La classe ouvrière s'est rassemblée autour du PCF et du PS

● Toutes les fractions bourgeoises vont faire bloc au second tour pour défendre le régime ébranlé

Les élections, on le sait, ne peuvent donner qu'une image déformée des forces au travail dans les profondeurs des classes sociales en présence. L'état d'esprit et la volonté d'agir des éléments les plus actifs, ceux qui, dans chaque classe sociale, préparent les lendemains, ne s'y reflètent qu'imparfaitement. C'est en tenant compte de ces limites qu'il faut apprécier les résultats du premier tour des législatives de dimanche dernier.

Le premier fait important réside dans le profond recul de la majorité sur laquelle s'appuie le régime Pompidou. Cette majorité perd plus de 2 300 000 suffrages depuis les législatives de 1968. En pourcentage, elle se retrouve plus de trois points au-dessous du niveau qu'elle avait atteint en 1967, année où l'UD V République n'avait conservé que d'extrême justesse une majorité dans l'Assemblée Nationale qui devait être dissoute par De Gaulle pour mettre fin à la grève générale. La situation est, en tout état de cause, très tendue pour le second tour.

Les suffrages perdus par la majorité se reportent en partie sur les réformateurs de Lecanuet. Mais ceux-ci restent cependant légèrement en deçà de leur résultat de 1967, en dépit de l'apport du parti radical de Servan-Schreiber. La preuve est ainsi faite de la quasi-disparition du parti radical en tant que force électorale.

Ce qui est vrai pour le parti radical de Servan-Schreiber est également vrai du parti radical de Maurice Faure et de Robert Fabre. Leurs candidatures n'existent que dans la mesure où le parti socialiste s'est effacé à leur profit sous couvert de l'UGSD. Mais, globalement, leur apport électoral au parti socialiste est presque nul (moins de 1,5 %).

RECUL DE LA MAJORITE DEROUTE DES RADICAUX

S'il est clair que la politique de Marchais et de Mitterrand réussira probablement à faire élire des candidats radicaux bourgeois en détournant sur eux nombre de voix ouvrières, il est douteux que le Parti Socialiste en tire en sens inverse un quelconque avantage électoral. Au contraire, dans plusieurs circonscriptions où le PS s'est effacé au profit d'un candidat radical de gauche, l'UGSD est en retrait sur les résultats atteints par la FGDS lors des précédents scrutins : c'est ainsi que, dans la quatrième circonscription de la Côte-d'Or, le radical de gauche, G. Benar, ne recueille que 5 219 voix contre 12 519 voix à la FGDS en 1967 et 9 789 en 1968 ; dans la 7^e de la Loire, le radical de gauche Granger fait 8 237 voix contre 10 691 et 9 750 à la FGDS respectivement en 1967 et 1968 ; à Castres, dans le Tarn, le radical Aquier rassemble 13 571 voix contre 15 445 à la FGDS en 1967.

Ainsi, même sur le terrain strictement électoral, nul ne peut dire que l'accord avec les radicaux de gauche ait drainé les suffrages de la petite bourgeoisie en direction des partis ouvriers. Marchais et Mitterrand ont sacrifié l'indépendance de classe du prolétariat au profit du Front populaire électoral sans rien recevoir en contrepartie...

Ces chiffres sont d'autant plus significatifs que, globalement, le Parti Socialiste, indépendamment de l'apport très limité des radicaux de gauche, enregistre à lui seul une progression par rapport au résultat de la FGDS en 1967 (0,2 point environ, selon le ministère de l'Intérieur, en fait probablement plus d'un pour cent). Cette progression, on vient de le voir, ne peut certainement pas être attribuée à l'impact de l'accord avec les Maurice Faure et Cie. Elle s'est même faite très clairement en dépit de cet accord, comme en témoignent par exemple les résultats des deux cir-

conscriptions où la direction Mitterrand du PS avait imposé un candidat radical contre la volonté des instances locales du PS désireuses de pouvoir combattre pour un militant socialiste.

Dans ces deux circonscriptions, la 2^e du Tarn-et-Garonne (Castel-Sarrasin) et la 3^e de l'Eure-et-Loir (Nogent-le-Rotrou), les responsables locaux du Parti Socialiste ont maintenu une candidature socialiste contre le radical propulsé par Mitterrand. A Castel-Sarrasin, ce candidat socialiste, Descazeaux, atteint 6 427 voix contre le député radical sortant Ver soutenu par Mitterrand (11 881 voix). Les résultats font ressortir que plus d'un millier d'électeurs socialistes qui avaient refusé de voter pour Ver en 1968 ont voté pour Descazeaux cette année.

A Nogent-le-Rotrou, les choses sont encore plus nettes. En dépit des interventions répétées de Mitterrand (voir Informations Ouvrières n° 596), plus des deux tiers des électeurs socialistes ont voté pour le socialiste Huwart qui, avec 8 724 voix, devance largement le radical Lamirault (7 622 voix). Grâce à la fermeté des militants socialistes locaux, c'est un député ouvrier qui sera envoyé à l'Assemblée Nationale (le candidat du PC qui arrive en tête avec 8 881 voix) et non pas le bourgeois Lamirault qui pourra ainsi continuer à se consacrer à ses conseils d'administration. Notons cependant que le parti socialiste aurait pu gagner ce siège sans la candidature radicale imposée par Mitterrand.

L'ALLIANCE AVEC LES RADICAUX BOURGEOIS N'A PAS PROFITE AUX PARTIS OUVRIERS

Ainsi, il ressort clairement des résultats que l'alliance politique avec les représentants de la bourgeoisie n'a pas profité au Parti socialiste.

Le Parti socialiste ne peut exister que comme parti ouvrier. Tel est l'un des enseignements essentiels de ces élections législatives : Mitterrand lui-même vient d'en faire l'expérience à contrario. Il s'en faut de plus de 3 000 voix qu'il retrouve en tant que premier secrétaire du Parti socialiste en 1973 les suffrages qui s'étaient portés sur son nom en 1967, alors qu'il n'avait d'autres titres que les services rendus par lui à la IV^e République bourgeoise.

De la même manière que l'électorat ouvrier du PS a répugné à se porter sur les candidats bourgeois radicaux de gauche, une partie de l'électorat bourgeois de Mitterrand a refusé de voter pour le premier secrétaire du Parti socialiste. Nul doute que les uns et les autres ne soient amenés à y réfléchir et à en tirer des conclusions pour l'avenir.

La classe ouvrière a fait bloc massivement derrière ses partis traditionnels. Mais sans enthousiasme. La réalité du piège politique que représente le Programme commun et l'alliance avec les radicaux est ressortie clairement en fin de campagne. Le contenu réel de l'alliance avec les radicaux se manifeste en toute netteté avec l'acte d'allégeance à Pompidou que fut la garantie donnée par le PCF et le PS de leur intention de respecter la Constitution gaulliste de 1958.

Cela n'a pas échappé aux travailleurs, qui, mus par leur puissant instinct de classe, sont certes allés voter massivement pour le PCF et le PS, tout en commençant à découvrir la manœuvre politique des sommets, destinée à les frustrer de leur victoire possible.

Le PCF dépasse à nouveau 5 millions de suffrages, et retrouve son chiffre de 1967 (ce qui représente un gain en pourcentage de 1,3 % par rapport à 1968, mais une perte de 1,2 % par rapport à 1967). L'examen détaillé des chiffres dans les circonscriptions fait souvent apparaître un résultat du PCF situé à mi-chemin entre les chiffres de 1967 et de 1968.

Il n'y a donc pas eu de déplacement significatif de voix de la petite bourgeoisie vers le principal parti ouvrier.

Le fait que le PCF s'est politiquement subordonné au grand capital par l'intermédiaire des radicaux de gauche a éloigné de lui les couches les plus opprimées de la petite bourgeoisie qui constituent pourtant les alliés naturels du prolétariat contre le grand capital. Nous l'avons dit, nous l'avons répété tout au long de cette campagne : l'alliance avec les radicaux de gauche n'est pas l'alliance avec les « classes moyennes ». Elle est l'alliance avec une fraction de la grande bourgeoisie, ennemie des « classes moyennes ».

Cela étant, les travailleurs ont voté massivement pour le PCF, qui se retrouve effectivement consacré principal parti ouvrier du pays. L'ambition de Mitterrand qui visait à distancer le PCF n'a pas abouti : là encore des recensements vont inévitablement s'opérer. Tandis que Maurice Faure proclame sa volonté de travailler d'arrache-pied à la réunification des deux tronçons du parti radical, il n'est pas douteux que certains éléments

de l'Eure (Louviers) de 6 338 à 1 145 ; dans la cinquième des Côtes-du-Nord (Lannion) de 6 541 à 2 888 ; dans la sixième de la Haute-Garonne de 4 674 à 901 et ainsi de suite...

Une partie des voix perdues par le PSU (300 000 environ sur 400 000) se reporte sur les candidatures *Lutte Ouvrière* et (dans une moindre mesure) *Ligue Communiste*. On constate ainsi que, très généralement, le total des voix PSU d'une part, *Lutte Ouvrière* et *Ligue Communiste* d'autre part, dans le scrutin de dimanche, est égal ou inférieur au chiffre atteint par le PSU en 1968.

Ainsi, dans le 14^e arrondissement de Paris (16^e circonscription), LO et le PSU totalisent 1 930 voix contre 2 787 au PSU en 1968 ; dans le 18^e arrondissement (26^e circ.), LO et le PSU font 1 649 voix contre 2 327 au PSU en 1968 ; dans la première de l'Isère, les chiffres correspondants sont 4 216 contre 5 479 en 1968 ; dans la 4^e de la Haute-Garonne, où le PSU ne présentait pas de candidat cette année, LO obtient 2 085 voix contre 2 385 au



au sein du « nouveau » PS seront amenés à s'interroger sur la valeur de l'alliance avec le PCF.

De toutes ces données ressort clairement la physionomie générale du scrutin.

La classe ouvrière a fait bloc derrière ses partis, le PCF et le PS. La politique des dirigeants, leur volonté d'éviter à tout prix le heurt avec le capital a fait hésiter de larges couches petites bourgeoisies qui auraient pu d'ores et déjà rejoindre le bloc ouvrier s'il s'était nettement déclaré. En même temps, la petite bourgeoisie a très largement rompu avec le régime. Ainsi s'affirme le mouvement qui était apparu lors du référendum sur l'Europe d'avril 1972.

Mais ce mouvement, comme le mouvement de désaffection de certaines couches bourgeoisies à l'égard du personnel politique gangrené de l'UDR demeure contenu à l'intérieur de frontières de classes bien déterminées. Tout l'édifice politique de la bourgeoisie n'en est pas moins déséquilibré.

La classe ouvrière ne manquera pas de chercher à exploiter les brèches qui se sont ouvertes chez l'ennemi. La petite bourgeoisie poursuivra le mouvement qui s'est amorcé. A leur rythme, que tentent de ralentir les dirigeants désespérés, tous les éléments de la révolution prolétarienne sont en train de se mettre en place.

LE PSU S'EFFONDRE

Le PSU s'effondre partout par rapport à ses résultats de 1968. Ses pertes approchent 400 000 voix, soit environ la moitié de ce qu'il avait obtenu à l'époque (873 000 voix).

Ainsi, dans le 5^e arrondissement de Paris, les suffrages PSU tombent de 3 864 à 2 240 ; dans la troisième circonscription de la Loire (Saint-Chamond), de 6 475 à 2 633 ; à Antony (92) de 5 639 à 4 142 ; dans la troisième PSU en 1968. Il en va de même lorsque c'est la Ligue communiste qui

présente un candidat : dans la 3^e de la Seine-Maritime, le PSU et la Ligue atteignent 2 626 voix contre 2 897 au PSU en 1968 ; à Evreux, 2 606 voix contre 2 870 au PSU en 1968 ; dans le 12^e arrondissement de Paris 1 659 voix contre 2 327 au PSU en 1968, et ainsi de suite...

Un homme qui tient à ses idées

C'est Michel Rocard qui, après avoir constaté qu'il était en « ballottage » très difficile dans sa circonscription des Yvelines, s'est précipité au siège du PCF pour faire état de son affection soudaine pour l'Union de la gauche. Bah, Paris vaut bien une messe, et le siège de M. Rocard une petite veulerie...

Il est ainsi démontré que les moyens utilisés par les candidats « révolutionnaires » officiels présentés par la Ligue et *Lutte Ouvrière*, et notamment la télévision, n'ont servi qu'à déplacer quelques centaines de voix principalement intellectuelles s'étaient portées sur le PSU en 1968. Il n'est pas vrai qu'une fraction tant soit peu significative de la classe ouvrière se soit portée sur les candidatures « révolutionnaires ».

La classe ouvrière, confirmant en cela la leçon des élections législatives du printemps dernier en Italie, a voté massivement pour ses partis traditionnels. Mais le résultat des élections ne peut manquer de la renforcer dans la conviction que, pour surmonter les obstacles accumulés par les directions du PCF et du PS à la réalisation du Front unique ouvrier, une puissante impulsion, venant des militants, des masses des travailleurs, est indispensable. C'est ce sentiment qui marquera tous les prochains développements de la lutte des classes.

En passant par Belfort...

Les lecteurs d'Informations Ouvrières connaissent Jean-Pierre Chevènement : leader du CERES, il a été investi dans des conditions étonnantes par la Fédération du parti socialiste comme candidat dans la première circonscription du territoire de Belfort.

Utilisant des arguments peu conformes au socialisme, parmi lesquels l'antisémitisme, racolant en toute hâte des partisans, promu pour la circonstance militant du parti socialiste, Jean-Pierre Chevènement a finalement été désigné comme candidat.

Cet homme a décidément de multiples visages. Gauchiste à Paris, nous l'avons retrouvé notable à Belfort.

N'hésitant pas, à Paris, à faire la cour au petit monde du gauchisme, nous l'avons retrouvé à Belfort proche, très proche, des réformateurs...

A Paris, comme à Belfort, le fond reste le même.

Agence de la réaction, dans le parti socialiste, le CERES commence à se démasquer progressivement pour nombre de militants comme un corps étranger au mouvement ouvrier, pour ne rien dire de l'avant-garde révolutionnaire.

Constatons que Jean-Pierre Chevènement n'hésitait pas, à Belfort, à sombrer dans l'électorisme le plus réactionnaire. Les électeurs de Belfort auront ainsi appris que « J.P.C. » avait eu la croix de la valeur militaire, sans doute pour sa belle attitude... en Algérie ? Nul ne le saura jamais.

L'OCI et l'AJS ont intervenues dans cette ville comme dans toutes les villes durant la campagne électorale sur l'orientation classe contre classe, rupture avec les radicaux de gauche, gouvernement PCF-PS sans ministres capitalistes. Lors d'une réunion organisée à Belfort et où Charles Berg prenait la parole, de nombreux militants du parti socialiste, parmi lesquels le secrétaire fédéral de Belfort, venaient nous porter la contradiction.

Le camarade Berg devait développer nos positions sur le Programme Commun et l'Union de la gauche et indiquer que l'arrestation, à Lille, sur dénonciation des amis de Chevènement, de militants de l'UNEF et de l'AJS, le truquage des urnes de la MNEF par les amis de Chevènement, les dénonciations de l'AJS qualifiée d'organisation fasciste, interdisaient qu'au premier tour l'avant-garde appelle à voter pour le leader du CERES.

La discussion allait singulièrement éclairer la politique du CERES.

Après que le président de séance, le camarade Meyer, travailleur à l'Alsthom, ait fait remarquer que l'organisation qualifiée par Chevènement de fasciste ouvrait le débat le plus large et le plus démocratique, de nombreux militants du PS s'inscrivaient dans la discussion.

Une militante du CERES devait déclarer qu'il y avait effectivement des antisémites à Belfort dans le parti socialiste, le premier d'entre eux étant Michel Dreyfus-Schmidt, candidat évincé par Jean-Pierre Chevènement, qui avait monté une opération antisémite contre... lui-même...

Un autre militant du parti socialiste intervenait pour s'élever contre ces propos.

Un troisième militant du parti socialiste prenait, lui, la parole, pour expliquer que le CERES, ici, à Belfort, se félicitait de l'accord avec les radicaux de gauche et que dans la perspective « où l'Union de la gauche aurait 48 % », un accord s'imposait à l'Assemblée Nationale avec les réformateurs pour obtenir la majorité absolue.

Le Secrétaire fédéral du parti socialiste devait prendre la parole et reprendre ces propos à son compte, alors qu'un autre militant du même parti devait s'élever avec véhémence contre cette analyse tout en dénonçant les méthodes du CERES à Lille.

La discussion devait se poursuivre très tard et, malgré les divergences, rester fraternelle.

De nombreux travailleurs de l'Alsthom-UNELC présents dans la salle devaient par la même occasion être éclairés sur la politique du CERES.

Le lendemain, les militants de l'OCI et de l'AJS diffusaient un tract sur toutes les usines de la circonscription, appelant à voter dès le premier tour contre l'UDR Tisserand, candidat du patronat, pour Colette Maillot, candidate du parti communiste français, en rendant compte de la discussion qui s'était déroulée la veille avec les militants du parti socialiste.

Dans le même temps, Charles Berg proposait par lettre au leader du CERES l'organisation d'un débat contradictoire et démocratique où chacun se serait expliqué sur sa politique, sur ses méthodes.

Paniqué, J.-P. Chevènement a refusé. Le truquage des urnes, l'appel à la police de Marcellin, est évidemment plus facile que la discussion démocratique.

Dans un tract, l'OCI et l'AJS affirmaient :

AVIGNON

Vibrant meeting le 28 février

À Avignon, le meeting du 28 février qui a rassemblé plus de 300 personnes, dont un grand nombre de jeunes (lycéens, normaliens, étudiants) a été, dans les nombreuses activités publiques de l'OCI et de l'AJS, le moment culminant de la campagne électorale. Il a été préparé pendant plus de quinze jours avec un millier d'affiches, 15 000 tracts, des bons de participation, ainsi qu'à travers toutes les réunions qui ont eu lieu durant la campagne : en particulier au FJT d'Avignon où ont été réunis 17 jeunes travailleurs et au Collège Littéraire Universitaire où 38 étudiants appellent les enseignants, les travailleurs et leurs parents à voter pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, à voter pour l'OCI, à voter Barbe et Ramillon.

Dans son exposé, Michel Sérac a démontré que le Programme commun était le produit de la discussion entre les politiciens dirigeant le PCF et le PS dans le souci de permettre aux successeurs de Clemenceau et des Daladier d'en être les co-signataires sans rien leur leur politique bourgeoise. Michel Sérac a expliqué que les 20 candidatures de l'OCI n'avaient de sens que pour autant qu'elles étaient dans la conjoncture actuelle, sur le terrain particulier des élections législatives, l'expression de la volonté des trotskystes de construire en France un parti ouvrier révolutionnaire.

Dans le débat, un camarade est intervenu à la tribune pour déclarer, qu'ancien membre du Bureau national des Jeunes communistes en 1968, sur la base de la prise de conscience du rôle ouvertement contre-révolutionnaire des appareils du mouvement ouvrier, et en particulier des dirigeants du PCF et de la CGT, il adhérerait publiquement à l'AJS afin de poursuivre le combat pour la victoire de la révolution capitaliste. C'était là une réponse vivante et positive aux inquiétudes de nombreux camarades.

Elle fut chaleureusement applaudie parce qu'elle était la conclusion politique provisoire mais probante de ce meeting dans lequel il a été collecté 500 F de soutien, vendu 200 F de littérature, plus de 20 « J.R. » et de nombreux « I.O. » aux militants, aux travailleurs et aux jeunes soucieux de poursuivre la discussion et le combat avec l'OCI et l'AJS pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire.

DIJON

L'OCI et l'AJS se construisent

Le bilan est positif dans la région de Dijon : partout la discussion s'est engagée sur les questions décisives, comme en témoigne la déclaration commune (publiée ci-dessous) de Michel Villerey et de Denis Collin d'Auxerre.

À Dôle, c'est une déclaration commune du secrétaire de l'UL-CGT et d'une militante de l'OCI, Claire Rozard, contre l'UDR et ses alliés, radicaux de « gauche » compris qui est diffusée.

Au dépôt SNCF de Saulon, en Côte d'Or, l'accord se faisant pour le vote, classe contre classe, le secrétaire de la cellule du PCF invite Dominique Gros, suppléant de la candidate de l'OCI à venir discuter, devant 20 cheminots, avec Guy Hermier qui doit prendre la parole dans les ateliers. Hermier, après s'être livré à des attaques contre l'OCI, semant l'embarras et ne ralliant personne, est obligé d'avouer aux cheminots que les sociétés privées de transport et d'entretien du matériel ferroviaire seront indemnisées. Les petits et moyens porteurs dans l'immédiat, les gros sur une durée plus longue...

À Asnières-les-Dijon, devant 24 travailleurs, dans un débat contradictoire avec le PS et le PSU, Annick Bony, candidate défend la politique de l'OCI.

Le semaine précédente, 14 employés de la Sécurité sociale décidaient de lancer un appel pour le vote classe contre classe sur les Caisse de Dijon, et de rassembler les signataires. Des réunions semblables se tenaient dans le bâtiment, l'enfance inadaptée, chez les enseignants, les normaliens.

Dans les localités de la Côte d'Or, ouvriers agricoles, cheminots, petits paysans, vieux militants ouvriers se retrouvent au rendez-vous fixé dans les mairies avec les militants de l'OCI, comme à Collonges, à Auxonne, Longchamp, Chamboille... Un travail d'organisation, avec « I.O. » est entrepris pour assurer le succès du meeting de bilan du 16 mars à Dijon.

A Saulieu, 63 jeunes et travailleurs sont rassemblés. À Beaune, le cercle de l'AJS déploie son activité malgré les tracasseries policières...

En tout, près de 300 jeunes et travailleurs, petits paysans ont été rassemblés dans la dernière semaine de la campagne aux quels s'ajoutent 200 étudiants. 340 « I.O. » ont été vendus sur Dijon et, au 2 mars, la souscription atteint 2 100 000 AF.

Tract de l'OCI-AJS à Belfort

Travailleurs, jeunes,

L'OCI et l'AJS ont proposé à J.-P. Chevènement un débat contradictoire démocratique.

J.-P. Chevènement aurait pu s'expliquer sur les méthodes de gangster de son organisation, le CERES, qui fait appel à la police de Marcellin contre des militants syndicaux de l'UNEF, contre des militants de l'AJS.

J.-P. Chevènement, qui se réclame du « socialisme », aurait pu s'expliquer sur le truquage et le bourrage d'urnes qui est le lot commun de ses amis du CERES.

J.-P. Chevènement aurait pu s'expliquer sur les accusations infamantes de « fascistes » qu'il porte sur l'AJS, alors précisément que Marcellin, Kasperleit, député des SAC multiplient les procès contre notre organisation.

J.-P. Chevènement, qui le cas échéant, selon des militants du PS, n'hésite pas à sombrer dans l'antisémitisme, aurait pu s'expliquer.

J.-P. Chevènement a refusé le débat contradictoire que le secrétaire national de l'AJS, Charles Berg, lui proposait.

Les travailleurs, les joues de Belfort jugeront.

Militants du Parti socialiste, nombreux sont ceux qui, ici, nous ont fait savoir qu'ils réprouvaient ces méthodes. Lors de la réunion que nous avons organisée à la Maison du peuple, vous avez, pour certains d'entre vous, dénoncé ces méthodes. Nous en prenons bonne note : nous ne confondons pas le PS avec J.-P. Chevènement.

Constatons que nous avons ouvert la discussion libre et démocratique, J.-P. Chevènement la refuse.

Etranger au mouvement ouvrier et à un parti socialiste digne de ce nom, Jean-Pierre Chevènement arrive donc en tête au terme du premier tour des élections.

L'OCI et l'AJS qui combattent le leader du CERES pour sa politique et ses méthodes pourries, appellent sans ambiguïté les travailleurs et les militants de Belfort à reporter toutes leurs voix au second tour sur le candidat du parti socialiste pour faire échec à Tisserand, à l'UDR et ses alliés. Cela dit, constatons une fois encore que ceux qui présentent le CERES comme une aile gauche du parti socialiste se trompent douloureusement. Par sa politique, par ses méthodes, le CERES, malgré

son langage « gauche », est l'ennemi du mouvement ouvrier et très naturellement de l'avant-garde révolutionnaire.

Craignant le débat, Jean-Pierre Chevènement faisait parvenir — avec quelle modestie — un opuscule qu'il vient d'éditer en collaboration avec Didier Motchane intitulé « Clés pour le socialisme » avec la dédicace suivante : « A Monsieur Charles Berg, en espérant qu'ainsi son séjour à Belfort lui servira à quelque chose. »

Effectivement, ce voyage à Belfort nous aura servi à quelque chose : le leader du CERES a refusé le débat démocratique qui lui était proposé. Chacun jugera.

« Personne ne peut se réclamer du trotskysme en soutenant l'Union de la gauche »

Nous, soussignés,

Michel VILLEREY, militant de l'Organisation Communiste Internationaliste pour la reconstruction de la IV^e Internationale, et

Denis COLLIN, militant de la Ligue Communiste jusqu'au 3^e congrès de décembre 1972,

Déclarons :

La bataille pour les élections de mars 1973 exige de la part des militants révolutionnaires de lutter pour l'unité et l'indépendance de la classe ouvrière.

La seule attitude conforme aux intérêts des travailleurs, c'est de lutter pour la défaite de la bourgeoisie, pour l'expropriation du Capital, ce qui exige la rupture de toute alliance entre les grandes organisations vers lesquelles les travailleurs se tournent encore, d'une part, et la bourgeoisie, d'autre part.

Personne ne peut se réclamer du trotskysme en soutenant aujourd'hui l'Union de la gauche, formule 1973 du Front Populaire, c'est-à-dire de l'alliance entre organisations d'origine ouvrière et le Parti radical, parti bourgeois.

Personne ne peut se réclamer du trotskysme et appeler à voter pour les radicaux de gauche, c'est-à-dire pour un parti bourgeois.

Personne ne peut se réclamer du trotskysme et balayer d'un revers de main le combat de Léon Trotsky contre le Front Populaire pour jeter les bases de la IV^e Internationale. Comme le Front Populaire en 1936, l'Union de la gauche en 1973 est un nœud coulant autour du cou de la classe ouvrière.

Personne ne peut se réclamer du trotskysme et renforcer les illusions des travailleurs : l'Union de la gauche ne permettra pas de vaincre la bourgeoisie, c'est le contraire. L'Union de la gauche a été soudée pour maintenir l'ordre bourgeois, comme l'Unité Populaire le fait actuellement au Chili.

En conséquence, nous soussignés, déclarons :

Pas une voix pour les candidats bourgeois, de l'UDR aux radicaux, fussent-ils de « gauche ».

Michel Villerey, Denis Collin.

P.S. — Je précise que je ne suis pas en total accord avec l'OCI du point de vue de la nature du Parti socialiste.

Hemeroteca General

Denis Collin.

Auxerre, le 27 février 1973.

TRENTIÈME ANNÉE — N° 3751

SAMEDI 3 MARS 197

LINE PAGE 4

Fondateur : Hubert Beuve-Méry 5, rue des Italiens, Paris-IX^e Directeur : Jacques Follon

YAL : PRO. (770) 81-39

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

6

Anxiété dans les capitales de l'impérialisme

La grande presse internationale, celle de la bourgeoisie qui a toujours considéré le régime gaulliste comme l'indispensable facteur d'ordre en Europe, a publié quelques commentaires au lendemain du premier tour des élections législatives. Le sentiment dominant de la bourgeoisie mondiale qui se penche sur l'enfant malade de l'Europe, la France, est exprimé avec netteté par le journal conservateur allemand, *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (5 mars), sous le titre « La fin du gaullisme » :

« Malgré les incertitudes qui ont renvoyé la décision à dimanche prochain, après une estimation des différents risques actuels, une certitude apparaît : le gaullisme ne survivra pas à cette crise, en tout cas pas sous la forme qu'il a revêtue jusqu'à maintenant. Un mouvement que son fondateur avait érigé en seul arbitre entre la France et l'Occident communiste ne pouvait dès l'abord surmonter l'échec d'un rôle aussi unique. L'impossible solution alternative que de Gaulle avait, avec obstination, marquée de son empreinte devait tôt ou tard se briser (...). Le gaullisme ne peut sortir qu'affaibli de cette crise du système des partis de la république gaulliste, là surtout où il affirmait le plus hautement sa préférence à l'exclusivité. Il redevient désormais un parti parmi les partis. Mais cette prétention à l'exclusivité a conduit à ce que la France est maintenant contrainte de chercher sous la menace du chaos le moyen qui permettra de continuer l'œuvre ouverte par la V^e République dans l'exercice d'une alternative démocratique normale de gouvernement. Ses voisins sont obligés de partager le danger. »

La *Koelnische Rundschau*, journal proche des chrétiens-démocrates, écrit de son côté : « Le successeur du général de Gaulle n'a pas réussi à préserver l'héritage du gaullisme. » Le *Daily Telegraph* appelle de tous ses vœux au maintien de la V^e République : « Il semble maintenant que les gaullistes, c'est-à-dire la majorité sortante, soient capables de former à eux seuls le gouvernement avec une mince majorité et ils y parviendront presque certainement avec l'aide des centristes. Si la menace rouge est ainsi écartée, la France et l'Europe auront raison de se réjouir. »

Inquiétude de la bourgeoisie américaine devant les risques de chute du gouvernement Pompidou. Le *Herald Tribune* du 5 mars écrit : « Le vote partiel indique que la majorité est en danger de perdre le contrôle de l'Assemblée Nationale pour la première fois dans l'histoire de la V^e République (...). Les résultats montrent également que, sauf comportement tout à fait non conventionnel de l'électorat au second tour dimanche, la gauche n'a aucune chance de gagner le contrôle de l'Assemblée à elle seule. »

Et l'organe de l'impérialisme américain d'en appeler aux « Réformateurs » pour sauver la France et la démocratie :

« Les décisions que prendront les réformateurs dans les prochains jours seront extrêmement importantes pour la majorité. Si les candidats réformateurs se maintiennent en course dimanche prochain, dans de nombreux cas, ils prendront des voix à la majorité et aideront la gauche à gagner. Le leader réformateur Jean Lecanuet a dit à nouveau cette nuit : "Notre objectif numéro un reste d'empêcher la gauche de devenir majoritaire". »

C'est bien ce que souligne un journal bourgeois suédois, *Expressen*, qui conclut son commentaire : « Succès pour la gauche mais le système électoral sauve le gaullisme. »

La presse de l'impérialisme britannique souligne également les dangers qui pèsent sur le gouvernement Pompidou. Le *Financial Times* titre : « La gauche en tête au premier tour » et écrit : « Il est maintenant très possible que l'actuelle coalition gouvernementale perde la majorité absolue. » Et d'appeler également de ses vœux à une coalition de la « majorité » menacée avec les « réformateurs ».

La *Libre Belgique* s'inquiète elle aussi de l'effritement du pouvoir des héritiers du gaullisme, en écrivant : « Les Français ont manifesté une volonté de changement (...). Il serait dangereux pour la France et pour M. Pompidou que ce dernier n'en tienne pas compte. »

Quant à la presse soviétique, elle reste, deux jours après le premier tour, d'une extrême discrétion. L'agence Tass ne relève même pas la progression ouvrière au premier tour et se contente de dire : « Les résultats du vote confirment une fois de plus que la lutte a été dure et très tendue. » En somme une victoire des partis ouvriers est impossible. D'autant plus, écrivent les *Izvestia*, que « les réformateurs ont obtenu une position avantageuse pour arbitrer au second tour (...). La coalition gouvernementale, en dépit des pertes sérieuses qu'elle a subies, a encore la possibilité de conserver une position majoritaire, avec l'aide des différents groupes de droite et des réformateurs. »

C'est au bloc sans faille de tous les courants de la bourgeoisie au deuxième tour qu'appelle la presse bourgeoise internationale, suivie en cela par les organes de la bureaucratie du Kremlin. Que tout reste en place. La chute de Pompidou serait un malheur pour la France et le monde entier. Voilà ce qu'expliquent à longueur de colonnes les folliculaires du maintien de l'ordre. Mais la classe ouvrière et les masses laborieuses n'ont pas dit leur dernier mot.

le KGB veut décapiter l'opposition communiste

Cela fait maintenant plus d'un an que les dirigeants du Kremlin ont décidé de détruire de fond en comble toute forme d'organisation de la nouvelle Opposition Communiste qui s'est affirmée depuis le milieu des années 60.

L'arrestation de Piotr Yakir, le 21 juin 1972, l'un des principaux responsables de la publication la plus importante de la nouvelle opposition, la *Chronique des événements récents*, précédée et suivie de dizaines d'autres, a cette signification.

Pourtant, en dépit de l'arrestation de Yakir, des prétendus « aveux » que ses tortionnaires lui auraient arrachés, malgré la persécution de centaines de combattants pour les droits démocratiques, la *Chronique des événements* a continué à paraître. Cinq numéros sont sortis en 1972 mais les services du KGB font tout pour que ne sorte pas le n° 28.

Combat du 26 février écrit : « De source informée, on précise que malgré le "chantage" du KGB (qui a décidé de réduire au silence toute personne liée de près ou de loin au principal organe de l'opposition soviétique), le journal sortira un jour ou l'autre. Outre les menaces d'arrestation, le KGB a offert — sans succès jusqu'à présent — le « pardon » aux dissidents qui fourniraient des informations sur la diffusion de la *Chronique* et la façon dont elle est parvenue à l'Ouest. »

La *Chronique des événements récents* représente en effet un grand danger pour la bureaucratie du Kremlin qui ne peut tolérer la moindre critique alors que chaque jour s'accroît sa crise. Le n° 27 de la *Chronique*, paru en novembre 72, représente à cet égard un terrible réquisitoire contre l'arbitraire qui ne cesse de régner à l'encontre des militants, des travailleurs et des jeunes d'Union Soviétique.

L'organe de l'opposition révèle ainsi — et dénonce auprès des travailleurs soviétiques — que des centaines d'arrestations ont eu lieu entre janvier et mai 1972. Les procès ont commencé en mai, les inculpés accusés de « propagande anti-soviétique ». Mais les charges étaient à ce point injustifiables que ces procès ont été tenus secrets. Les peines, très lourdes, vont de cinq à quinze années de prison ou d'internement en camps à régime sévère.

Le n° 27 de la *Chronique* attire l'attention sur la répression qui sévit actuellement très durement en Ukraine contre les militants et travailleurs regroupés notamment autour de l'organe ukrainien de l'opposition communiste, *Ukrainsky Vysnyk*. Elle attire l'attention sur l'arrestation du poète ukrainien connu, champion de la lutte pour les droits démocratiques, Viatcheslav Chornovil.

C'est également ce numéro de la *Chronique des événements récents* qui annonce l'arrestation, le 12 septembre 1972, de Victor Krassine, l'un des fondateurs, avec Piotr Yakir, du Groupe d'initiative

pour la défense des droits civiques en URSS. En 1969, Krassine, accusé de « parasitisme », avait été condamné à cinq années d'exil, peine que ses avocats avaient réussi à faire lever en 1971. Aujourd'hui, V. Krassine souffre de troubles sérieux du cœur et, en 1972, est considéré comme « grand invalide ».

Comme sur le cas de P. Yakir, le silence officiel entoure Victor Krassine. La bureaucratie, déjà coupable du meurtre récent de Iouri Galanskov dans un camp à régime sévère, a-t-elle décidé de faire disparaître les dirigeants de la nouvelle opposition communiste qui n'a pas renoncé à combattre ?

Malgré le déchaînement du KGB contre l'opposition, la *Chronique des événements* continue à paraître. Mais dans des conditions de plus en plus difficiles et précaires. Forte du soutien de millions de travailleurs soviétiques qui refusent l'ordre de la bureaucratie privilégiée, l'opposition résiste. Mais elle est liée au sort de la classe ouvrière dont de larges couches sont persécutées par la bureaucratie inquiète de la fragilité de son pouvoir.

Il y a quelques mois, Amnesty International faisait savoir qu'en URSS un million de citoyens étaient détenus dans des camps de travaux forcés. Cette information vient d'être à nouveau donnée par le Comité international pour la défense des droits de l'homme en URSS, ce qui signifie que 0,5 % de la population soviétique est internée. Un porte-parole de ce Comité indique : « Ce qui est frappant, c'est le nombre élevé de prisonniers soviétiques qui s'infligent des mutilations pour sortir des camps, même pour se retrouver ainsi dans un hôpital. Ils n'espèrent plus rien », rejoignant le terrible témoignage d'Anatoli Martchenko (Éditions du Seuil, 1970) sur les camps de la mort de Khrouchtchev-Brejnev.

Ce Comité, formé de démocrates, déclare : « Si les dirigeants soviétiques contestent nos conclusions, qu'ils permettent alors à une commission internationale d'enquête donnant toutes garanties de neutralité de se rendre immédiatement sur place. »

C'est là une publicité que ne veulent pas les dirigeants du Kremlin qui préparent de nouveaux procès de Moscou pour terroriser les travailleurs et la jeunesse d'URSS. La classe ouvrière internationale ne peut pas accepter que des coups continuent à être portés, au nom du socialisme, à des centaines de milliers de travailleurs et de militants communistes en URSS.

Sans relâche, pour sauver P. Yakir, V. Krassine, V. Chornovil et tous leurs camarades, les combattants du socialisme dans ce pays agissent pour que se constitue enfin la Commission ouvrière d'enquête qui fera respecter les droits des militants communistes menacés du pire en URSS par les héritiers de Staline.

vers une liquidation à « l'indonésienne » ?

L'agence nord-vietnamienne d'informations VNA a accusé samedi les autorités saïgonnaises « d'avoir exécuté secrètement plusieurs milliers de détenus politiques dans la province de Nam Bo ». Se référant aux informations publiées par l'agence du FNL (GPA), l'agence nord-vietnamienne souligne que « des pêcheurs de Chau Ha ont vu, ces derniers jours, de nombreux cadavres repoussés par les flots vers l'île de Hon Roi. Ces cadavres étaient vêtus d'habits noirs et portaient des traces de détention, particulièrement aux prisonniers du régime de Saigon ».

« Il est donc clair, ajoute l'agence VNA, que l'administration saïgonnaise a transporté de nombreux détenus politiques en pleine mer pour les exécuter secrètement. Cet acte barbare constitue une grave violation des accords de Paris. »

Hélas non ! Les accords de Paris laissent Thieu disposer librement des civils emprisonnés par centaines de milliers. Saigon a entrepris de les liquider au moment même où ses délégués apposaient leur signature sur l'Acte final de la Conférence de Paris qui donne la bénédiction solennelle de toutes les grandes puissances auxdits accords.

Saigon vide les prisons à sa manière. Washington, Paris, Moscou, Pékin garantissent au même moment la stricte application des accords. Ou aura rarement assisté à plus sinistre et plus sanglante comédie diplomatique.

Selon l'AFP, on apprend d'autre part à Saigon que les autorités ont discrètement libéré la semaine dernière cent vingt-quatre détenus politiques « pro-communistes » incarcérés depuis des années au bagne de l'île de Con Son (ex-Poulo Condore).

Un correspondant de l'AFP a retrouvé cinq de ces hommes : tous sont paralytiques des membres inférieurs après les années d'entassement qu'ils ont passées dans les « cages à tigre » et ne peuvent se déplacer qu'en se traînant par terre. Cela, et les traces de sévices qu'ils portent dans leur chair, expliquent sans doute la discrétion dont leur libération a été entourée et pourquoi interdiction leur a été notifiée de se rendre à Saigon et de parler aux journalistes.

Chou-en-Lai se félicite du retour à la paix sur le terrain.

L'Humanité se félicite des manifestations de « concorde nationale » qui viennent de se dérouler à Paris.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Sauver J. Sabata des geôles de Husak

Comme l'indique la lettre de son épouse Anna Sabatova (dont nous avons publié des extraits dans « I.O. » N° 597 et 600), lettre adressée aux PC occidentaux, l'acharnement de la bureaucratie tchécoslovaque contre le dirigeant communiste Jaroslav Sabata met ce dernier en danger de mort.

Husak et Brejnev veulent faire payer, en menaçant Sabata du pire, son intransigeance à l'un des combattants de la révolution politique.

Comme le souligne à plusieurs reprises Jiri Pelikan (1), en lui rendant tout le mérite qui est le sien, Jaroslav Sabata est le seul dirigeant du PCT (élu au comité central du 14^e congrès d'août 1968 de Vysočany) qui, avec Frantisek Kriegel, a refusé catégoriquement le diktat de Moscou du 26 août 1968 dont il dénonça immédiatement toutes les conséquences catastrophiques pour les masses et les militants tchécoslovaques.

Dès la fin du mois d'août 1968, Sabata est éliminé du nouveau comité central du PCT imposé par la normalisation en marche. Mais il ne cesse pas un instant le combat politique comme secrétaire du comité régional du PCT à Brno jusqu'en janvier 1969, puis comme simple membre du parti jusqu'à son exclusion, enfin comme militant et dirigeant de l'opposition. C'est lui qui a rédigé les principaux documents programmatiques de l'opposition socialiste et communiste tchécoslovaque.

En le frappant, c'est la révolution politique qui se poursuit par le combat de cette opposition de masse que veut décapiter la bureaucratie réinstallée à Prague par les chars du Kremlin.

Ludek Pachman a été sauvé de la mort en mai 1972 après une campagne qui a rassemblé toutes les organisations ouvrières de ce pays. Les mêmes organisations, tous les militants ouvriers doivent dire : « Liberté pour Jaroslav Sabata, combattant du socialisme en Tchécoslovaque ! Non à la conspiration du silence ! La défense de la vie de J. Sabata c'est la défense du peuple tchécoslovaque lui-même contre la normalisation ! »

(1) Dans le recueil des principaux documents de l'Opposition socialiste tchécoslovaque, in *ICI Prague, l'Opposition intérieure parle*, Ed. du Seuil, 99 p., est venu à la SELIO.

UNB
CEDOC

IL Y A DIX ANS LA GRÈVE GÉNÉRALE DES MINEURS

Il y a dix ans, le 27 février 1963, le ministre de l'Industrie de De Gaulle, Bckanovski, recevait la délégation des fédérations de mineurs qui venait lui présenter la plate-forme commune des organisations syndicales :

- 11 % d'augmentation des salaires ;
- les 40 heures, payées 48 heures ;
- la retraite à 50 ans pour les mineurs de fond.

Le ministre, sur l'ordre de De Gaulle, repart les dirigeants pour leur signifier le diktat du gouvernement : les revendications coûtent trop « cher », le gouvernement concède 5,7 % d'augmentation. C'est à prendre ou à laisser. L'entrevue a duré sept minutes.

La grève est alors décidée par les fédérations pour le vendredi 1^{er} mars. Non pas la grève totale, unie, jusqu'à satisfaction des revendications, mais une grève « reconductible ».

De Gaulle, sûr de lui, ne vient-il pas, auréolé du prestige d'avoir mis fin à la guerre d'Algérie, de se faire plébisciter lors du référendum ? De Gaulle décide donc la réquisition des mineurs pour le lundi 4 mars. De Gaulle, sûr de lui, pense que les mineurs (qui ont massivement répondu « oui » au référendum) vont obtempérer à l'ordre de réquisition.

Lundi 4 mars, au puits Falquemont, en Lorraine, au petit jour, les mineurs se rassemblent. La grève est décidée, unanime : un comité de grève intersyndical est désigné. Laissons la parole à un membre du comité de grève :

« De Gaulle croyait avoir bien calculé. En Lorraine, le vote avait été massif pour lui au référendum, tandis que dans le Nord et le Pas-de-Calais, les résultats avaient été fort inférieurs. »

La grève générale des mineurs était déclenchée. Elle s'affirmait immédiatement unanime, farouche, avec la volonté de vaincre. Pendant cinq semaines elle allait défier le gouvernement bonapartiste. C'était, pour toute la classe ouvrière, une éclatante revanche sur la défaite sans combat de 1958.

A PARIS ! A PARIS !

En effet, dès ses premiers jours, la grève des mineurs pose à toute la classe ouvrière française la question d'un mouvement d'ensemble contre l'Etat fort et son gouvernement. Les mineurs savent qu'ils ont engagé un combat politique contre le gouvernement et que, pour gagner, il leur faut briser l'isolement. Dans les réunions de grévistes, le cri « A PARIS ! A PARIS ! » monte de plus en plus haut et de plus en plus fréquemment dans les réunions de grévistes.

En bas, les mineurs tiennent en dépit de tout, avec la volonté inébranlable de faire céder le gouvernement. Pas un seul jour, l'ordre de réquisition ne pourra être appliqué. Pas un seul jour, la combativité ne se relâchera. Un signe ne trompe pas. Dans l'épreuve de force d'envergure qui est engagée, ce sont les femmes des mineurs qui sont au premier rang, les plus ardentes pour organiser une grève de longue durée. Lorsque les femmes s'engagent à fond dans l'action de classe, c'est que la combativité est à un très haut niveau, que tout devient possible.

En bas, dans les piquets de grève, dans les comités de grève, dans les corridors, dans les réunions, tous mots d'ordre reviennent sans cesse : « A bas la réquisition ! Grève générale ! A Paris ! »

En haut, comment les dirigeants ouvriers répondent-ils à la formidable volonté de combat des mineurs qui font échec au gouvernement, à De Gaulle lui-même ?

Le 28 février, le bureau de la CGT, qui se prononce pour une grève des mineurs « reconductible », publie une déclaration : il « appelle l'ensemble de ses organisations et les travailleurs de toutes industries à développer leur propre action revendicative et à défendre leurs droits et les libertés des travailleurs en lutte ». Surtout ne pas généraliser l'action, signifiant les dirigeants ouvriers. A nouveau, c'est par les grèves tournantes que l'on tente d'empêcher la grève générale de prendre corps. Les dirigeants démontrent ainsi qu'ils ne veulent pas résister.

Benoît Frachon l'écrit clairement dans l'Humanité du 2 mars : « Epreuve de

force, titrent certains en gros caractères. A quoi rime cette littérature de western ou de roman-feuilleton ? » A cela répond un journaliste bourgeois : « Peut-être n'y aura-t-il qu'un baroud d'honneur, les véritables batailles sociales étant, encore une fois, remises à plus tard. »

Les dirigeants de FO proposent leurs bons offices pour la reprise des négociations.

La CFTC déclare de son côté que c'est la grève qui a été décidée par la volonté des mineurs qu'elle s'est engagée dans la grève et parle de « trouver des formes d'actions nouvelles dans un régime qui n'est plus celui d'hier ». La CFTC se prépare ainsi à poignarder la grève des mineurs dans le dos au nom des « actions nouvelles » qui ne visent qu'à l'intégration des syndicats à l'Etat ainsi que le préconise depuis toujours cette organisation ennemie de la classe ouvrière.

En haut, les dirigeants des centrales syndicales ne veulent pas de la lutte. En bas les mineurs appellent toute la classe ouvrière à entrer dans la lutte. Cet appel va être largement entendu.

Dès le 1^{er} mars, une résolution unanime du syndicat FO des employés de la Sécurité Sociale demande aux centrales d'envisager une riposte générale aux mesures de réquisition. Le Conseil syndical de la section du SNI de l'Hérault proclame le 7 mars la « nécessité d'une grève générale jusqu'à la levée de la réquisition ». Dans les usines de la métallurgie de la région parisienne des résolutions circulent pour demander aux responsables de la CGT, à tous les échelons, de tout mettre en œuvre pour préparer la grève générale. Syndiqués et travailleurs imposent la convocation de réunions. La température monte rapidement. Des vérités sortent, devant les atterrissements des délégués et des dirigeants. Un vieil ouvrier s'écrit :

« Rappelez-vous la grève des mineurs de 1948 et les autres mouvements : on nous a empêchés de nous joindre tous ensemble aux mineurs ; on est trahi en haut, il faut qu'on en vienne. »

Mouvements tournants, « journées d'action » sans lendemain, comme dans la métallurgie le 14 mars, telle est la réponse des sommets aux exigences des travailleurs. La volonté de lutte se fraie néanmoins son chemin malgré les appels des dirigeants contre « l'aventure », c'est-à-dire la grève générale.

Ainsi, une adresse aux directions syndicales votée par le personnel ouvrier du dépôt de Clichy de la RATP se conclut en ces termes : « La seule façon pour que la victoire des mineurs et la nôtre soient totales, c'est : TOUS ENSEMBLE DANS LA GRÈVE. C'est pourquoi les travailleurs s'adressent à vous, camarades des bureaux confédérés (CGT, FO, CFTC), ainsi qu'à vous, responsables de la FEN, ils vous demandent de vous réunir tous ensemble, de vous entendre immédiatement et de lancer dans un appel commun l'ordre de grève générale. »

Les mineurs ne comprennent pas pourquoi les dirigeants empêchent les travailleurs des autres corporations de passer à l'action. Alors que partout, dans les entreprises, les dirigeants expliquent que « les mineurs ne veulent pas de la grève générale », que « la grève générale ne se fait pas », appuyant sur un bouton, au meeting de Lens du 20 mars, les mineurs s'écrit, devant un militant de la RATP qui y participe : « Alors, qu'est-ce que vous foutez à Paris, c'est maintenant qu'il faut déclencher la grève générale ! »

« A PARIS ! A PARIS ! » Pulaque les dirigeants ne veulent pas organiser la grève générale, les mineurs décident de prendre eux-mêmes les choses en mains. Pour le 13 mars, malgré l'opposition des dirigeants qui ont dû finalement céder, 2 000 mineurs de fer de Lorraine ont décidé de « monter à Paris » en délégation.

Le moment était venu d'organiser la puissante manifestation ouvrière, mineurs en tête, devant le siège du gouvernement. Or les responsables syndicaux qui « accueillent » les mineurs les dispersent et les retardent dans les banlieues ouvrières autour « d'apéritifs » d'honneur. Les UD n'appellent pas les travailleurs à manifester, mais « invitent des délégations à se rendre aux Invalides accueillir les mineurs ».

Seule une faible avant-garde, celle-là même qui combat depuis le début de la grève pour que les bureaux confédéraux

et la FEN lancent en commun l'appel à la grève générale, va exprimer, le 13 mars, Place des Invalides où parviennent enfin les mineurs, la volonté de toute la classe ouvrière.

Nous publions le large extrait du numéro spécial de la Vérité n° 524 de juin 1963 qui relate ce qui s'est passé à Paris ce jour-là.

La journée du 13 mars 1963

« Le personnel ouvrier du dépôt de Clichy (RATP) s'est réuni le matin du même jour, avant la prise du service. Après discussion et vote, il décide de débrayer l'après-midi pour aller accueillir les mineurs. Pour que nulle contestation ne soit possible, un vote à bulletin secret est organisé dans la matinée : il confirme le vote à main levée : les ouvriers se prononcent, à une majorité des trois quarts, pour débrayer et aller manifester. »

« A 14 h, la grande majorité des ouvriers du dépôt arrive Place des Invalides. Immédiatement, ils déploient leur banderole. On y lit : « GREVE GENERALE : C'EST L'AIDE AUX MINEURS. » Une nuée de photographes prend cliché sur cliché : chaque quotidien de Paris en publiera un le lendemain en première page, sauf l'Humanité et Libération. A 15 h, deux mineurs arrivent. Un nouveau groupe se forme qui porte en triomphe les mineurs. La banderole « GREVE GENERALE : C'EST L'AIDE AUX MINEURS » est de nouveau déployée. Les dirigeants syndicaux interviennent violemment. Ils veulent arracher aux ouvriers du dépôt de Clichy leur banderole, sous prétexte que « les mineurs ne veulent pas de la grève générale ». Les ouvriers du dépôt, auxquels se sont joints des étudiants et d'autres travailleurs, défendent leur banderole. Mais le gros des mineurs n'est pas encore là. Le groupe se disperse, et la banderole est repliée. »

« Ce n'est qu'à 16 h 30 qu'arrivent sur l'esplanade des Invalides les cars qui amènent les mineurs. Immédiatement, les dix ou quinze mille personnes dispersées par petits groupes sur l'esplanade se rassemblent autour des cars et un cortège se forme. La banderole surgit de nouveau. »

« Les mineurs, perchés sur leurs cars, applaudissent. Les photographes mitraillent. Un défilé autour de l'esplanade s'organise. Les mineurs se mêlent aux manifestants, quelques dizaines d'entre eux s'intègrent au groupe d'environ 4 à 5 000 personnes qui s'est constitué derrière la banderole scandant : « A bas les réquisitions ! », « Grève générale ! », et chantent l'Internationale. Des délégations massées sur les trottoirs applaudissent. A maintes reprises, des dirigeants syndicaux interviennent. Ils veulent faire disparaître la banderole, ils n'y parviennent pas. Cela leur serait difficile, car des mineurs ont relayé les ouvriers de la RATP pour la porter. Pendant trois quarts d'heure, elle dominera ainsi le cortège. »

« A la fin du défilé, les dirigeants syndicaux organisent une provocation. Ils ont regroupé une cinquantaine de bureaucrates, parmi lesquels quelques mineurs, et veulent engager une bagarre. Un ouvrier de la RATP prend la parole, dénonce la provocation qui a pour but d'entraîner une bagarre, et de permettre à la police d'intervenir. Il conclut : « Puisque le défilé est terminé, plions la banderole et dispersons-nous. »

« C'est ainsi que, grâce au personnel ouvrier du dépôt de Clichy, s'est exprimé le sentiment profond des travailleurs : l'aide aux mineurs, c'est la grève générale. L'intervention de ces travailleurs a, dans une large mesure, modifié le caractère de « kermesse » que les appareils ont voulu donner à la marche sur Paris des délégués des mineurs de fer de Lorraine. »

La ténacité des mineurs et l'immense écho que leur grève recueille au sein de toute la classe ouvrière explique que dès le 7 mars, Pompidou parle de « malentendu » au sujet de la réquisition. Il réaffirme néanmoins que la reprise du travail doit précéder les discussions. Il peut le faire car il sait que les dirigeants syndicaux font tout pour empêcher la grève générale.

D'ailleurs, le 9 mars, les présidents des groupes parlementaires de la SFIO et



Mars 1963 : les mineurs manifestent dans les rues de Lens.

du PCF réclament la convocation du Parlement : ils en appellent au Parlement gaulliste pour... combattre De Gaulle. Le même jour, les dirigeants des mineurs FO, appuyés par toute la presse bourgeoise, « suggèrent » la constitution d'un « comité des sages » composé de « personnalités neutres » : Pierre Massé, commissaire général au Plan, F. Bloch-Lainé, Pierre Masselin, conseiller d'Etat.

Mais les mineurs tiennent bon. La classe ouvrière, dans son ensemble, aspire à la grève générale. A tel point que le Bureau confédéral de la CGT doit s'expliquer par l'envoi d'une lettre-tôte aux militants et sections syndicales qui lui demandaient de donner l'ordre de grève générale : « La grève générale est une idée (sic) utopique, car elle laisse croire que tous les problèmes du régime gaulliste peuvent être réglés par ce moyen. Ce qui laisse imaginer facilement sur quel débouchérait une telle initiative. »

Le 18 mars, les mineurs de fer, qui relèvent de l'industrie privée, ont dû rentrer après la signature d'un accord particulier. Mais la combativité des mineurs de charbon reste intacte. Le gouvernement, devant la menace de grève générale, a retiré tout préalable, mais veut que la reprise du travail se fasse sans que soient satisfaites les revendications.

Le 3 avril un protocole d'accord est signé entre le gouvernement et les responsables syndicaux. Les mineurs obtiennent 12 % d'augmentation, mais étalés sur un an.

La reprise du travail doit avoir lieu le 5 avril. Les mineurs imposent que soient organisés des meetings d'explication. Certains dirigeants nationaux n'osent pas s'y présenter, comme à celui de Lens, le 5 avril où les mineurs chantent l'Internationale et clament : « La grève continue ! » Le lendemain, plus de 50 % des mineurs de Lens et d'Hénin-Liétard refusent encore de descendre.

Au meeting d'explication de Lens du 5 avril, les représentants des trois centrales qui tentent de justifier les accords sont hués. Un mineur déclare : « Je reste à la CGT, mais jamais plus je ne pourrai faire confiance aux dirigeants. » Isolés, la rage au cœur, abandonnés par les dirigeants, les mineurs doivent reprendre.

Echec cinglant pour le régime

Cinq ans après l'avènement du gaullisme, la grève des mineurs pose tous les problèmes politiques non réglés entre la classe ouvrière et la grande bourgeoisie. Si elle se conclut sans que rien n'ait été réglé pour les mineurs, elle avait néanmoins cette importance fondamentale pour toute la classe ouvrière qu'elle empêchait le grand capital de porter les coups les plus durs à l'ensemble du mouvement ouvrier.

Son importance capitale réside en ce que le premier heurt entre le bonapartiste gaulliste et la classe ouvrière s'est conclu par un échec cinglant pour le régime. La grève générale des mineurs a fait fi de l'ordre de réquisition. Mais la grève générale de toute la classe ouvrière n'a pas eu lieu et une large avant-garde militante a compris que les dirigeants des grandes organisations s'y sont refusés consciemment.

Dans les luttes de classes qui vont se développer après la grève des mineurs, l'expérience de celle-ci va mûrir dans les rangs du mouvement ouvrier. Elle ouvrira en fait la voie à la remontée ouvrière, paralysant les tentatives du bonapartisme gaulliste d'intégrer les syndicats à l'Etat, en même temps qu'elle préparait la grève générale de mai-juin 1968.

Dans le même mouvement, l'avant-garde qui commence à se regrouper dans les années qui vont suivre la fera notamment sur la base des leçons de la grève générale des mineurs de mars-avril 1963.

Hemeroteca General CEDOC